

LES ECHOS DE SAINT-MAURICE

Edition numérique

Gabriel MARTIN

Le socialisme : ses causes, ses
remèdes

Dans *Echos de Saint-Maurice*, 1904, tome 6, p. 193-200

© Abbaye de Saint-Maurice 2010

Le Socialisme

Ses causes, ses remèdes

Aujourd'hui où plus que jamais les questions sociales sont au premier plan de l'actualité, peut-être ne serait-il pas absolument inopportun d'examiner ici, dans quelques-uns du moins de ses côtés, ce qu'est le socialisme qui fait un si grand bruit. Si funestes que soient les conséquences de cette doctrine, on ne peut néanmoins contester que ce qui lui a donné naissance, c'est le désir bien sincère de porter remède aux maux dont souffrent à notre époque les prolétaires, les déshérités de ce monde. Aussi depuis près d'un demi-siècle s'occupe-t-on ardemment dans les rangs catholiques des moyens de solutionner les problèmes multiples et complexes que soulève cet état de choses non moins douloureux qu'indéniable, situation que Mgr Ketteler, mort évêque de Mayence, signalait déjà en 1848, à l'attention publique.

Le socialisme, et c'est ce qui fait précisément son malheur, est né en dehors de toute influence religieuse. Son origine lui vient en ligne droite du *Contrat social* de Rousseau qui au commencement du siècle dernier eut et garde même encore, de nos jours, un immense ascendant sur les esprits. Or sa doctrine se ramène, comme on sait, à la proclamation de l'égalité radicale, absolue entre les hommes qui, en vertu du droit inhérent à leur nature, devraient se soustraire aux formes sociales corrompues et revenir aux conditions de la bonne et droite nature primitive. Ce ne sera

toutefois qu'au premier quart du siècle dernier que surgiront les apôtres du socialisme, Saint-Simon et Fourier en France, Owen en Angleterre. Parues dès 1817, leurs doctrines ne prendront néanmoins tout leur essor qu'en 1830. A quelque variété de nuances près, toutes ces doctrines ne vont d'un concert unanime à rien moins qu'à la destruction même des assises fondamentales de la société. Ainsi anéantissement de tout symbole religieux, suppression de la propriété privée, émancipation absolue de la femme, organisation d'ateliers corporatifs où les différents goûts et aptitudes trouveront instinctivement de soi leur vocation de travail. A ces premiers maîtres, des disciples dignes d'eux, viendront bientôt apporter renfort et appui : Michel Chevalier, Binder, Infantin, Proudhon. Ce dernier, avec la logique implacable qui le distingue, porta, dans ses écrits, les principes du socialisme à leurs dernières conséquences. Le journal *Le Globe* était l'organe de publicité de ces docteurs. Mais les théories séduisantes qu'il faisait miroiter au regard populaire ne rencontrèrent pendant la période impériale qu'un terrain fort peu propice à leur diffusion. Ces doctrines, par contre, trouvèrent meilleure fortune en Allemagne en Italie et en Russie. Elles prirent en même temps une rapide extension en ces pays. C'est là que les socialistes Lasalle, Bakounine, Mazzini firent leurs plus brillantes armes, parmi lesquels il ne faudrait pas omettre le nom de Karl Marx, auréolé de son fameux livre, *Le Capital*, où en vertu du seul droit de la force et du nombre, il prêche cyniquement, brutalement à l'ouvrier, l'insurrection et la révolte. Étudié comme corps de doctrine, le socialisme apparaît comme un système excessivement flottant, indécis et par là-même, assez mal défini. Au point de vue philosophique, il se présente comme un amalgame de matérialisme et de panthéisme, où il n'y a place ni pour le péché originel, ni pour l'immortalité de l'âme, ni même pour son existence, ni pour un Dieu personnel. Comme doctrine sociale, il porte ses

revendications contre la famille et la propriété jusqu'à la négation même de tout ordre, par où il se confond, s'identifie donc avec l'anarchisme ; déclaration qui d'ailleurs a été faite en novembre 1897 à Paris dans un congrès socialiste. Si triste que soit cette doctrine, ses partisans et ses avocats, ont pris grand soin, afin d'en voiler la laideur, de lui donner les couleurs séduisantes de la pitié et de la compassion pour les malheureux et les déshérités de la terre. Ce n'est point qu'on dénie aux socialistes ces sentiments qui n'ont rien après tout d'incompatible, avec leur système : mais pourquoi cette prétention d'en posséder exclusivement le monopole ? Bien des siècles avant la naissance du socialisme, les chrétiens ont pratiqué la charité, la miséricorde, la compassion envers le prochain à un degré de perfection que les socialistes ne sont pas encore à la veille d'atteindre. Le premier code de la pitié et de l'émancipation sociale, n'est-il pas l'Évangile ? Code sublime qui, par la main à la fois douce et forte de l'Église catholique, a aboli l'esclavage, la barbarie, le servage. N'est-ce pas l'Église qui, fidèle à l'esprit de miséricorde qui l'anime, a entouré, dès les premiers temps, les prolétaires, d'institutions protectrices, créant pour eux, avec une véritable sollicitude maternelle, des corporations, des caisses de secours, d'assistance, de retraites de tout genre.

La réforme sociale que poursuit le socialisme est plus qu'une dangereuse utopie, elle crée un véritable péril social. Détruire d'abord l'ordre social actuel, sauf à voir ensuite, telle est, en effet, sa devise. Rien de bien étonnant que cette doctrine aboutisse à d'aussi désastreuses conséquences, quand le plus superficiel examen suffit à nous montrer l'évidente fausseté des bases sur laquelle elle repose. Il est d'abord faux que la société naisse, ainsi que le voulait Rousseau, du fait d'un libre contrat passé entre les membres qui la composent. Non. La société est la condition nécessaire de l'existence de l'homme qu'il a plu au

Créateur de faire *être sociable*. La société, groupement des familles entre elles, est donc simplement voulue par une des exigences de la nature humaine.

La propriété, qu'il est, dans le programme du socialisme, d'attaquer, n'est pas moins que la société elle-même, de droit naturel. C'est dans les plus intimes profondeurs de sa nature, que l'homme qui peine éprouve le besoin invincible de s'assurer la possession du produit de son travail. Le travail, du reste, activité libre, déployée au dehors, n'est-il pas comme une sorte de prolongement de sa personne, inaliénable par suite et sacré comme elle ? Si donc l'argent que j'ai légitimement gagné par la dépense de l'activité qui est moi, je le place dans l'acquisition d'un champ, je n'ai que donné, après tout, une autre forme à mon gain qui, de cette sorte, reçoit un caractère de stabilité et de permanence qu'il n'avait pas tout à l'heure. La division de la terre est, sans doute, nécessaire à son perfectionnement de culture, mais la jouissance de ses fruits n'en revient-elle pas à tous, au moyen du mécanisme, aussi bienfaisant que merveilleux, de l'échange ?

Le socialisme, en battant en brèche le principe d'hérédité va également à l'encontre des sentiments les plus profonds, les plus indestructibles de l'homme. L'un des plus puissants ressorts qu'il possède pour le travail, n'est-il pas incontestablement la perspective si douce à son cœur, de pouvoir léguer le fruit de ses peines et de ses labeurs à ses enfants qui sont les survivants de lui-même ?

Ce qui a contribué pour une large part à la rapide diffusion du socialisme dans les masses ouvrières, c'est ce qu'on pourrait appeler la doctrine de l'*individualisme*. Dans l'individualisme, l'homme, se prenant pour sa propre fin, se trouve conséquemment affranchi de tout devoir envers Dieu. C'est là une doctrine qui a traversé les civilisations païennes et qui, à son souffle, faisait éclore, au XVIII^e siècle, cette secte d'importation écossaise, qui

s'appelle la Franc-Maçonnerie. L'ouvrier à la suite de la Révolution française, se trouva dépouillé des diverses associations qui, jusque là, avaient été sa ressource et son appui. Abandonné à lui-même et à sa faiblesse née de l'isolement où il était subitement jeté, il fut fatalement bientôt sans défense. L'inéluctable loi de la concurrence amena l'abaissement du salaire. Pour le maintenir ou ne pas du moins le laisser trop s'avilir, force fut d'augmenter la somme de travail. Ce ne fut néanmoins pas toujours un moyen d'éloigner la misère du foyer : il s'en fallut grandement. Aigri et mécontent, l'ouvrier ouvrit alors aisément l'oreille et l'esprit aux pires doctrines. C'est cette situation déplorable qui a ouvert toute large dans les rangs ouvriers, à cette heure et en tous pays, la porte aux doctrines socialistes. Cela se conçoit d'autant mieux encore, qu'instinctivement, le faible éprouve le besoin de protection. Or, cette protection qui lui est nécessaire, c'est dans l'association que l'ouvrier la rencontre, il n'est donc pas étonnant qu'attirés par les promesses séductrices qu'il fait miroiter à leurs yeux, tant d'ouvriers se soient jetés, de nos jours, à corps perdu, dans les décevantes utopies du socialisme.

On ne saurait trop déplorer les ravages causés dans les esprits par l'individualisme qui n'a pas laissé un seul des éléments constitutifs de la société sans en altérer et fausser la notion. Sous cette désastreuse influence, la religion n'est plus apparue qu'affaire d'opinion personnelle, sans plus qu'aucun lien la vienne rattacher à la vie publique. Quant à la famille, elle s'est trouvée ravalée à l'état d'association temporaire, ne se reliant plus, par aucun côté, à la vie sociale. L'Etat s'est attribué le droit de confisquer, à son propre profit, l'autorité du père, en attendant qu'il en affranchisse le fils dès qu'il sera parvenu à l'âge adulte.

Le travail a pris le caractère d'une sorte d'esclavage. Ce sont les dures conditions de l'esclavage, que les détenteurs du capital ont, sans autres règles que celles du plus fort,

impitoyablement imposé à la pauvreté et au malheur de l'indigence. La richesse a pris les proportions colossales d'une puissance, souveraine, inconditionnelle, en possession de droits inviolables, sans la charge corrélatrice des moindres devoirs.

Aux siècles chrétiens disparus, le riche ne pouvait s'affranchir de tout devoir social. Il ne pouvait, par suite, arriver que le pauvre vit périr tous ses droits. Une partie notable des biens était alors soustraite à l'appropriation individuelle. Ils constituaient des biens dits de *main morte*.

Les revenus en défrayaient le culte et l'enseignement, à ses divers degrés, alimentait les ressources de l'assistance publique, ou bien s'en allaient en secours à telles catégories déterminées de personnes. A cela, il faut ajouter qu'aux caisses affectées à ce but intelligent et humanitaire, se versait une part importante des dîmes prélevées par l'Eglise, sur les revenus fonciers. Les communautés rurales, en outre, possédaient en propre des immeubles considérables. Elles bénéficiaient de plus, de certains droits et usages, tels que glanage, affouage, vaine pâture. Personne donc, dans la société d'alors, d'assez déshérité pour n'avoir pas droit de recours sur quelque portion de propriété publique ou privée. Aujourd'hui, à part peut-être le seul petit pays de Suisse, celui qui ne possède rien se trouve, par la force des choses, livré à la détresse et à toutes les angoisses de la cruauté de son sort. Ces biens, en effet, et ces droits qui étaient l'appui béni et la ressource providentielle et suprême du pauvre et de l'indigent, ont sombré et disparu dans la tempête spoliatrice de la Grande Révolution. Et l'Etat, qui s'en est substitué le possesseur, ne montre plus sa main, au grand détriment du prolétaire, que pour resserrer plus étroites, du haut en bas de l'échelle sociale, les mailles du fisc et des impositions de tous genres. C'est ce qui justifie et éclaire, d'un commentaire lumineux et irréfragable, les paroles de Léon XIII quand il dit que les

ouvriers, pour le grand nombre, sont dans un état d'infortune et de misère imméritées. En même temps, une fausse notion de la propriété germant dans les esprits, il en résulta bientôt l'usure de la part des capitalistes. Or, l'inévitable effet de l'usure est de faire tomber la pauvreté sous l'absolue dépendance de la richesse. Sous ce régime de fer, les classes élevées, oublieuses de la noble et douce mission que leur assigne la Providence de venir en aide aux prolétaires, abandonnèrent tristement ceux-ci à l'exploitation sans règles et sans frein, des capitalistes. Par l'engagement qu'elles firent de capitaux, elles prirent elles-mêmes part aux profits de la spéculation usuraire. La déplorable oisiveté où elles se jetèrent, eut pour résultat de laisser tomber de leurs mains les rênes de la direction de la société qui leur revient par situation. Toutes les visées de leur ambition n'aspirèrent plus qu'à se distinguer des classes inférieures, par le mérite facile du luxe et du bien-être. Ce fut un double moyen de se dépouiller, aux yeux de celles-ci, de toute auréole et de toute considération, ouvrant, du même coup, un incommensurable abîme entre la richesse et la pauvreté. C'est par là, à la faveur de ces malheureuses circonstances, qu'à l'instar d'un idéal et d'une sorte de panacée, le socialisme se fraya chemin dans l'esprit du prolétaire, dégagea, dès lors, envers le riche, de tout lien d'affection et de respect, la base fondamentale, dépendant de toute hiérarchie sociale. Le riche ne parut plus à celui-ci que jouer dans la société le rôle de parasite, de pur et inutile consommateur, dont la suppression ne pouvait manquer de revêtir, au regard de son esprit abusé par le sophisme, les couleurs de la justice et du droit. Et cette prétendue justice sociale, c'est à la violence que les uns, parmi les prolétaires, la demandent à cette heure.

Quels remèdes pourront donc conjurer ces périls qui grondent au sein de la société et menacent jusqu'à son existence même ? Au premier rang viennent se placer

d'abord les remèdes spirituels, la prière et l'apostolat, la pratique de l'Évangile et l'observation des commandements de Dieu. C'est de l'abandon du Décalogue, que sortent visiblement toutes les causes du mal social. Pas d'économiste que n'égare l'esprit sectaire, qui ne le reconnaisse et ne le proclame hautement. A ces remèdes, dont le laïque peut, dans une mesure, porter le bienfait entre ses mains aussi bien que le prêtre lui-même, doit se joindre l'action puissante et non-interrompue de la bonne presse. La lutte ne doit connaître ni trêve ni répit. Mais pour atteindre un de ses grands buts qui est la réconciliation du riche avec le pauvre, du capital avec le travail, il faut qu'avant tout elle s'inspire et s'éclaire des enseignements de l'Église. L'Église, en effet, dont la salutaire influence s'exerce encore en première ligne, par le prêtre qui en est le cœur et le bras a, seule, qualité pour commander au pauvre et à l'ouvrier, le respect, la soumission, la résignation, la fidélité au devoir, leur en imprimer dans l'âme, le sentiment, et dans la conscience, l'obligation. Qui, mieux qu'Elle, peut aussi rappeler aux riches et aux patrons, les responsabilités et les devoirs sociaux qui leur incombent, de venir en aide aux faibles ainsi qu'à tous leurs subordonnés, de les protéger, de défendre leurs intérêts, de les secourir dans leurs besoins, non moins dans l'ordre moral que dans l'ordre temporel et matériel ? A Elle seule, en effet, d'ouvrir indiscrètement aux regards de tous, les splendides et reconfortantes perspectives de la vie future où il ne subsistera plus d'autre rang que celui du seul mérite et de la vertu.

G. MARTIN